

La déroute d'Obama en panne de projets¹

Au lendemain de la lourde défaite de son camp aux élections dites de « mi-mandat », Barack Obama, le visage fermé, a reconnu que la victoire des républicains traduisait « un profond mécontentement » des électeurs face au rythme de la reprise économique. « Ils veulent que l'emploi revienne plus vite, ils veulent plus de pouvoir d'achat, et ils veulent que leurs enfants aient les mêmes possibilités que celles qu'ils ont eues », a-t-il ajouté.

Le président aurait-il eu tout faux jusqu'à présent ? Le 2 novembre 2010, les électeurs américains étaient appelés aux urnes pour renouveler la Chambre des représentants, 37 sièges au Sénat et pour élire un certain nombre de gouverneurs d'Etat. Et le triomphe annoncé du Parti républicain a bien eu lieu. Le Parti démocrate a perdu la majorité à la Chambre des représentants, où il a reculé de près de 70 sièges, deux ans après l'élection triomphale de Barack Obama à la présidence. La même tendance s'est vérifiée dans les assemblées de très nombreux États. Le parti de l'âne a tout au plus sauvé les meubles au Sénat, mais un tiers des sièges seulement étaient à renouveler.

Les évidences prononcées par M. Obama correspondent effectivement à la réalité. Les reculs démocrates sont largement proportionnels à la dureté de la crise sociale dans les lieux les plus déshérités. Ainsi dans la dite « ceinture rouillée » (Rust Belt), autrefois le centre industriel du pays, le Parti démocrate a payé au grand compta la montée du chômage et de la pauvreté. C'est le cas dans le Swing State de l'Ohio (un de ces états « bascules », baromètres du climat politique national). Les démocrates y perdent leur sénateur local, le gouverneur de longue date, Ted Strickland, et n'y conservent qu'une poignée de sièges de représentants. Dont celui, à Cleveland, de Dennis Kucinich, pilier de l'aile gauche de son parti qui, à la veille du scrutin, évoquait les saisies immobilières massives dans sa ville, la stagnation des salaires, et les trente millions d'Américains au chômage ou sous-employés. « Nous avons une économie à bout de souffle à cause de nos déficits commerciaux gigantesques. On ne peut pas continuer à mesurer la réussite de la relance à la seule aune du retour des performances financières de Wall Street (...) pour beaucoup la vie est devenue très rude. Il n'y a pas suffisamment de démocratie dans la sphère économique. Et une démocratie économique est la pré-condition d'une vraie démocratie politique (...) Les gens ont toutes les raisons d'être en colère. Mais ils se trompent quand ils pensent pouvoir changer les choses simplement en sanctionnant le gouvernement sortant, en pensant qu'il suffit de changer d'équipe à Washington. Alors que c'est tout un système qui est en cause². »

Le prix de la déception

Dépité, abstention (le taux de participation a avoisiné les 40%), retour aux anciennes valeurs lourdement portées par la droite parmi les « petits blancs » ou des blancs, majoritairement des hommes, souvent confits dans les certitudes de courants religieux archaïques et peu enclins à laisser l'Etat mettre son nez dans leurs affaires... Peut-on toutefois parler de confiance massive dans le discours et les outrances des Républicains ? Ou, plutôt, de protestations contre la « caste » au pouvoir à Washington ? L'oubli de tant de ses promesses et les contradictions entre le discours des élites et les effets concrets de leur politique ? Comme le sauvetage prioritaire des banques, responsables de la crise actuelle et d'ores et déjà en train de se gorger de profits. Le décryptage des résultats est éclairant. L'abstention et la peur du lendemain ont été fatales au parti du président. Les électeurs blancs d'Obama aux revenus modestes ont souvent refusé de voter. Comme les Latinos, durement frappés par la récession. Ou les jeunes (18-29 ans), pourtant fidèles au parti d'Obama quand ils se sont déplacés. 70 % des électeurs qui se déclarent « très inquiets » ont voté républicain tandis que ceux qui ne le sont « pas trop » ont voté à 82 % démocrate... Mais il y a une constante : les démocrates l'ont souvent emporté dans les villes et les républicains dans les banlieues résidentielles et dans les campagnes.

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – novembre 2010.

² « Dennis Kucinich : 'nous avons une économie à bout de souffle'. Dans l'Humanité du 2 novembre 2010.

Un blocage total ?

Le Parti républicain ne contrôle qu'une des Chambres. Et l'on peut se demander comment il va digérer les (rares mais si mordants) élus du Tea Party, ce mouvement ultra-protestataire, bigot, chauvin et raciste qui chevauche sans complexe un dangereux populisme débridé ? Certes, Barack Obama et ses alliés sont déstabilisés à deux ans de la présidentielle de 2012. Certes aussi, le basculement du rapport de forces au niveau local ne l'aidera pas dans sa campagne. Obama a mis à son agenda de difficiles dossiers, notamment les choix à faire pour sortir d'un déficit budgétaire abyssal ou la décision de reconduire ou non les cadeaux fiscaux accordés aux plus riches par l'administration Bush. Alors, le blocage pur et simple ?

« L'objectif des adversaires de M. Obama est clair, énoncé d'ailleurs par le dirigeant du groupe parlementaire républicain au Sénat, M. Mitch McConnell : ' La chose la plus importante que nous chercherons à obtenir est que le président Obama ne fasse qu'un seul mandat.' L'enlisement parlementaire se présente donc comme l'option la plus vraisemblable. Les républicains en ont beaucoup usé pendant les deux premières années du mandat de M. Obama, s'opposant unanimement à la plupart de ses grands projets ; ils vont la subir à leur tour (...) Par ailleurs, l'éventuelle campagne de réélection de M. Obama mobilisera dans deux ans un électorat plus nombreux, plus jeune et plus susceptible de voter démocrate que les 42 % d'Américains en âge de voter, souvent conservateurs et âgés, qui se sont déplacés le 2 novembre³. » a analysé Serge Halimi sur le site du *Monde diplomatique*, « Il ne s'agit (plus. ndlr) seulement de mieux 'communiquer', mais d'avoir quelque chose à dire, qui entraîne ceux qui ont baissé les bras. Mais depuis l'adoption chaotique de sa réforme du système de santé, nul ne sait vraiment ce que Barack Obama veut faire de ce qui lui reste de présidence. A lui de répondre en sachant que batailler pendant deux ans contre des républicains que ses hésitations ont enhardis ne tiendra pas lieu de programme. »

Et maintenant ?

Dans un éditorial publié au lendemain des élections, *The New York Times* avertissait les leaders des deux camps. Et recommandaient aux républicains d'éviter tout triomphalisme et au président de tirer les leçons de la défaite. « Les républicains n'ont eu de cesse au cours des derniers mois d'attiser la colère des Américains à propos du mauvais état de l'économie et de diffuser la crainte d'un Etat envahissant, sans pour autant proposer beaucoup d'idées (...) Plus de 4 personnes sur dix déclarent soutenir le mouvement ultra conservateur Tea Party mais plus de la moitié des conservateurs confient avoir une opinion défavorable du parti républicain. » Quant à Obama, il « doit cesser de négliger son électorat et de rester en retrait en laissant aux autres le soin de définir le débat. Il doit enfin envoyer un électrochoc aux dirigeants de son propre parti pour leur demander d'être plus combattifs. »⁴

Le leader républicain à la Chambre des représentants, M. Boehner a confirmé que ses troupes « feront tout - et je veux dire tout ce que nous pourrons - pour arrêter, ralentir » le président. Celui-ci continuera-t-il à bercer son pays d'illusions sur un compromis avec ses adversaires ? Cèdera-t-il le terrain intérieur en faisant porter le chapeau de la crise aux ultralibéraux d'en face, avides de tailler des croupières à tout ce qui ne revendique de l'intervention publique ? Se réfugiera-t-il dans la politique étrangère, des dossiers sur lesquels il a de moins en moins de prise, comme on le voit au Proche-Orient (et que dire de l'échec des expéditions punitives en Irak et en Afghanistan...) et sur lesquels la « vieille Amérique » est décidée à guerroyer ? Au total, le fait est que la désillusion est bien là. Les Américains en ont assez des manœuvres politiciennes. Obama n'a pas pu - ou pas voulu au vu de ses pas de deux pour séduire une partie du camp républicain -, passer outre aux manœuvres du parti de l'éléphant et de certains de ses « amis » et imposer des mesures à la hauteur des besoins. Qu'il s'agisse, par exemple, d'un plan de relance censé aider les salariés et finalement bien pâlot ; ou de la réforme du système de santé qui reste largement assujettie aux desiderata des industriels du secteur et des assureurs privés.

Pour Michael Zweig, du Centre d'études de la vie de la classe ouvrière, à l'université Stony Brook (New York), « C'est un processus intéressant de voir comment Obama a voulu changer Washington et comment finalement c'est Washington qui l'a changé⁵. » Un résumé ébouriffant.

³ « Etats-unis, élections de mi-mandat. Déroute électorale pour un président sans dessein ». Le jeudi 4 novembre 2010

⁴ « Avertissement sans frais pour Obama ». Le New York Times du 3 novembre 2010.

⁵ Michael Zweig : « Comment Washington a changé Barack Obama ». L'Humanité du 1er novembre 2010.